

L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

Carter-Brejnev LE DROIT AUX MENSONGES

Des bateaux espions russes ancrés au large des côtes bretonnes HONTEUSE PASSIVITE DU GOUVERNEMENT



C'est le «pétrolier» soviétique «Kapitan Makazaria», ancré à moins de deux milles des côtes françaises (photo Malvaux FR3)

Depuis vendredi dernier, on peut voir de la commune de Plouha (Côtes-du-Nord), trois bateaux d'apparence civile, battant pavillon russe, ancrés à environ deux milles de la côte (3,5 km). Il s'agit du «Sangarles», du «Salavat Gulaev» et du «Malazaria», deux bateaux transporteurs de bois, et un pétrolier ravitailleur. Ces trois bateaux appartiennent à l'escadre soviétique de la Baltique et sont connus des services spéciaux européens comme des bâtiments de guerre camouflés. Dimanche dernier, un des trois bateaux a repris le large.

Bien sûr, il pourrait s'agir de bateaux ayant cherché un abri à cause du mauvais temps, comme cela se pratique couramment. Seulement, comme tous les gens l'ont remarqué, la mer a été d'un calme plat ces derniers jours. Le témoignage d'un journaliste de FR3 Bretagne est des plus instructif sur le «travail» de ces bâtiments. Il a pu en effet survoler les trois navires à bord d'un avion : «Quand je les ai survolés, dit-il, j'ai constaté des choses curieuses, insolites à bord de paisibles transporteurs de bois et d'un honnête pétrolier. Tout un ensemble de gonios, de hautes et de basses antennes, de radars de veille aérienne, des conduites de tir et de guidage de missiles, sans compter du matériel dissimulé sous des bâches.»

Ce qu'il faut remarquer, c'est que ces trois bateaux espions ne sont pas venus mouiller n'importe où. Plouha est situé exactement entre les ports militaires de Cherbourg et de Brest, où sont fabriqués et abrités notamment les sous-marins nucléaires stratégiques. Cette affaire devient d'autant plus importante que diverses informations ont laissé entendre que ces bateaux étaient équipés de matériel radio capable de faire le «silence

radio» absolu sur une zone assez étendue, autant sur terre que sur mer.

Pour les habitants de la commune, interrogés par la télévision régionale, cette présence ne les surprend guère. Déjà, ont-ils dit, il y a quelques mois une flottille de bateaux de «pêche soviétique» avait croisé dans cette zone. De plus, depuis plusieurs semaines, des individus venaient sur la plage en pleine nuit...

Il ne faut pas se faire d'illusions, la présence de ces bateaux n'a pas d'autres raisons que la mise en pratique par les sociaux-impérialistes russes de leurs préparatifs de guerre contre l'Europe de l'Ouest, dont notre pays.

Pour ces préparatifs guerriers, la clique du Kremlin viole l'intégrité territoriale d'un pays souverain. Mais des lois internationales, cette superpuissance agressive s'en moque bien, lorsqu'elles gênent son travail de repérage et ses essais de brouillage.

Ces agissements provocateurs éclairent la population travailleuse de notre pays sur la véritable nature hégémoniste et impérialiste de l'URSS.

Enfin, ce qu'il faut remarquer, c'est l'attitude entièrement passive du gouvernement devant ces nouvelles atteintes à la souveraineté de notre pays, de la part de la clique Brejnev. Bien sûr, des avions de l'aéronavale sont allés survoler les trois bâtiments espions soviétiques, mais aucune intervention n'a été faite pour les déloger rapidement de leur position dans cette zone stratégique de la défense européenne. C'est là le résultat dangereux de l'esprit d'Helsinki, nouvelle version de l'esprit de Munich de 1939, dont on sait les conséquences quant à la faiblesse des préparatifs de notre pays à la guerre d'agression hitlérienne.

C'est un sous-fifre d'Hitler qui disait que plus le mensonge est gros et plus il a de chance d'être cru. Assurément, Brejnev et aussi Carter ont écouté la leçon. Brejnev défend à Carter de parler de la lutte pour les droits de l'homme en URSS, et la presse révisionniste soviétique attaque l'atteinte aux libertés aux USA. Tandis que Carter fait exactement le même discours.

Malgré les mises en garde de Brejnev contre les «ingérences» de Carter, celui-ci a déclaré, mardi, devant le Congrès qu'il n'avait pas l'intention de mettre un frein à sa campagne «en faveur des droits de l'homme».

L'URSS est devenue aujourd'hui une prison pour les peuples soviétiques pire que celle qui régna au temps des tsars. La répression fasciste s'abat forcément contre quiconque ose protester et lutter contre ce régime d'extrême-droite.

Les camps de concentration et les hôpitaux «psychiatriques» soviétiques sont l'image même de la barbarie de la clique Brejnev. De moins en moins de personnes ne le conteste en France, si ce n'est la poignée de dirigeants du faux parti communiste français.

Mais que Carter tente de blanchir la bourgeoisie monopoliste US, qu'il représente en se faisant passer pour le champion de la défense des droits de l'homme dans le monde, a de quoi faire sourire.

Chacun a pu remarquer que le ton montait entre les chefs de file des deux superpuissances. C'est la marque d'une rivalité toujours plus acharnée entre elles pour la conquête de l'hégémonie mondiale. Et là, la rivalité n'est autre que celle du mensonge..

L'après municipales

La période des grandes manœuvres est ouverte

Voici à peine trois jours que le scrutin municipal est clos, et déjà s'ouvre une nouvelle période de grandes manœuvres des politiciens et des partis de droite et de «gauches».

Du côté de la «majorité» notamment, il semble bien que soit recherché toutes les solutions pour enrayer la poussée électorale des partis bourgeois de l'Union de la gauche et, en particulier, du Parti de Mitterrand. On parle ici et là de changement de mode de scrutin (passage du système actuel à la proportionnelle); on parle également de la dissolution de l'Assemblée nationale; on parle de référendum sur l'Europe.

En ce qui concerne les bruits de la dissolution de l'Assemblée, ils ont été renforcés mardi, lorsque de façon tout à fait inattendue, Giscard d'Estaing recevait, le matin, les présidents du Palais Bourbon et du Sénat.

Or, pour dissoudre le Parlement, la Constitution de la 5e République prévoit la consultation des représentants des deux chambres.

Pour ce qui est du changement de mode de scrutin, il semble que c'est une des solutions qu'auraient trouvées les Républicains Indépendants pour mettre un terme à la suprématie du RPR qui, on le sait, a pu profiter pendant des années d'un découpage électoral «sur mesure», fait par et pour lui. Ce changement irait dans le sens de la tactique de Giscard consistant à rassembler un large front de politiciens et de partis bourgeois du «centre» où serait réservée, le cas échéant, une bonne place au sieur Mitterrand. A noter également que la possibilité d'un référendum sur l'Europe, inspiré par Giscard, irait tout à fait dans le sens de cette tactique électorale, puisqu'il permettrait d'en-

foncer un coin entre le parti de Mitterrand et le faux parti communiste de Georges Marchais qui, on le sait, sont divisés sur cette question.

Comme on le voit, les calculs de basse politique, les marchandages électoraux et la lutte pour l'influence est des plus grandes dans les sphères dirigeantes des partis de la bourgeoisie de droite et de «gauche» en vue de préparer les législatives.

Le peuple travailleur n'a rien à attendre de ces politiciens bourgeois quelle que soit l'étiquette dont ils s'affublent. Le dernier scrutin municipal a montré que de plus en plus de travailleurs des villes et des campagnes refusaient à la fois la droite et son «plan Barre» et la fausse gauche. C'est ce courant qu'il faut aujourd'hui plus que jamais renforcer et sur lequel la bourgeoisie devra compter.

SAMEDI 26 MARS
16 HEURES
VANNES
PLACE
DE LA REPUBLIQUE

Les comités contre la répression de Vannes et de Lorient appellent à une manifestation REGIONALE à Vannes, pour protester contre la répression qui s'abat contre 7 militants bretons dont Jean-Charles Denis, en détention préventive depuis 17 mois à la prison de la Santé.



● Toulouse

25 mars : procès des 10 enseignants du Mirail

Depuis le 1er novembre 1976, 10 enseignants de la Faculté du Mirail sont en suspend de traitement et ne sont plus payés que les week-end et les jours de congés. Ils avaient refusé de se soumettre l'an dernier au questionnaire policier du Rectorat concernant les examens. Par la même occasion, l'administration laisse 600 étudiants dans l'incertitude sur la validation des examens. C'est ainsi que le secrétariat à l'Université et le Rectorat qui n'ont pas oublié que la Faculté du Mirail a été à l'avant-garde du mouvement étudiant, cherchent à régler ses comptes aujourd'hui, espérant par là casser l'ensemble du mouvement étudiant.

Mais d'une manière générale, les sanctions prises contre les 10 enseignants font partie d'une vaste opération de mise au pas de la fonction publique, en particulier dans l'enseignement.

L'école au service du capital, cela passe par un contrôle politique étroit des enseignants et des étudiants. Les foyers de contestation doivent être brisés. Les

fichiers de renseignement sur les activités pédagogiques se multiplient dans les rectorats et les SEU, merveille de l'informatique !

D'autre part, la dernière circulaire Chirac (juin 76) qui assimile faute professionnelle, grève administrative et grève permet de sanctionner tout fonctionnaire qui n'a pas l'heur de plaire aux princes qui nous gouvernent, par exemple, en suspendant le traitement.

L'Union de la gauche a bien montré dans cette affaire que, sur le fond, elle approuvait l'arbitraire rectoral. En juin dernier, le PC et le PS (qui tiennent le conseil d'université) ont été les premiers à supplier les enseignants de se soumettre au questionnaire policier. Aujourd'hui, ils versent quelques larmes de crocodile, mais, c'est surtout dans la crainte d'être la cible du mouvement de masse et de voir dénoncer leur politique de chien de garde du capital.

En tout cas, le recours auprès du tribunal administratif sera jugé le 25 mars.

Correspondant HR

Réunion de soutien aux paysans corses

Depuis le début février, les paysans corses occupent et travaillent en plaine orientale les terres des colons faillis. Ils exigent la redistribution aux Corses des terres des anciens colons d'Algérie et de leur exploitation en commun. Leur lutte s'inscrit dans le cadre de la lutte du peuple corse pour la maîtrise de son propre destin.

Le comité antirépression de Paris organise, avec la participation d'Alutu Paesanu, une réunion d'information et de soutien aux paysans corses actuellement en lutte.

LE DIMANCHE 27 MARS, à 14 h
à la MUTUALITE (Paris 5e),
METRO MAUBERT-MUTUALITE

Une délégation de paysans corses occupant les terres sera présente. Venez nombreux lui apporter votre soutien !

Au programme : Intervention du CAR sur les problèmes de la répression et sur la situation du patriote Serge Cacciari - Partie culturelle - Messages des organisations patriotiques - Exposé par les paysans corses des problèmes de la colonisation des terres et des objectifs de leur lutte.

Comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie

Le Comité confirme l'arrestation de M. Mounir Cachouk qui serait arrêté à la suite de distribution de tracts.

Cette arrestation est une mesure répressive et arbitraire. Elle confirme, une fois de plus, l'illégalité des pratiques du régime destourien et la violation permanente de l'Article 8 de la Constitution tunisienne.

Le Comité s'élève énergiquement contre cette arrestation qui vise à réprimer tout militant qui manifeste la volonté d'exercer ses droits fondamentaux à la liberté et à la démocratie.

Le Comité exige la libération immédiate de Mounir Cachouk et de tous les emprisonnés politiques en Tunisie. Il appelle l'opinion internationale à dénoncer cette atteinte à la liberté d'expression et à exprimer sa solidarité agissante en demandant l'amnistie générale pour toutes les victimes de la répression en Tunisie.

Paris, le 16 mars 1977



● Inde

La démission d'Indira Gandhi Un échec pour Moscou

La démission d'Indira Gandhi, premier ministre de l'Inde sans interruption depuis 11 ans, fait suite à la défaite retentissante enregistrée par son parti, le Parti du Congrès, largement inféodé à Moscou, aux récentes élections législatives.

Ce parti détenait 355 sièges sur 524 dans la Chambre basse, ce qui lui avait permis d'amender la Constitution en vigueur dans un sens fascisant.

La nouvelle assemblée comptera 542 sièges, le Parti du Congrès n'en a enlevé que 146. Cet échec impressionnant se double d'une défaite personnelle pour Indira Gandhi et son fils Sanjay, qu'elle présentait volontiers comme son héritier politique.

Tous deux ont été bat-

tus dans l'État de l'Uttar Pradesh, pourtant leur fief électoral traditionnel.

Le grand vainqueur de cette joute électorale est le Parti Janata, coalition relativement disparate de 4 partis d'opposition, qui enlève 259 sièges à la Chambre basse.

Ces élections sanctionnent 20 mois d'état d'urgence et de renforcement de la dictature d'Indira Gandhi, elles sont le reflet du refus massif du peuple indien de la politique antipopulaire et antinationale de l'ancien premier ministre qui avait accroché le char de l'État indien à celui de Moscou.

Les millions de chômeurs et d'affamés indiens témoignent avec éloquence de la nature de l'aide apportée par l'Union soviétique

et dont celle-ci aime tant se vanter : le jute, le chanvre et le coton indien sont mis en coupe réglée, les « sociétés d'économie mixte » soviéto-indienne dictent le plan de production industrielle en fonction des besoins de Moscou.

Pour le peuple, il ne reste que la misère et la répression, la détention arbitraire de plusieurs dizaines de milliers d'opposants politiques, la campagne de stérilisation forcée qui a soulevé la colère des campagnes.

L'échec du gouvernement indien en est donc aussi un, et de taille, pour les dirigeants du Kremlin et leur 5e colonne locale, le parti révisionniste indien qui avait fait campagne pour Indira Gandhi et n'obtient même pas 10 siè-

ges. Sans pudeur, les « Izvestia » imputaient, mardi matin, cette défaite « aux fautes et excès de Mme Gandhi et à son style de gouvernement » !

Le nouveau parti Janata a sans doute fondé son succès sur les orientations de sa politique étrangère proclamant son opposition à toutes les formes de colonialisme, néocolonialisme et de racisme ; il souscrit également à « un véritable non-alignement, libre de tout lien avec un bloc quel qu'il soit ». Il s'engage enfin à œuvrer « avec les autres nations du tiers monde pour établir un véritable ordre économique international fondé sur la justice ». Toutes choses qui ne peuvent qu'accroître le dépit de Brejnev !

● Japon

Un marché de dupes

Peu avant l'annonce de Moscou sur la création d'une zone de pêche exclusive de 200 milles marins, le ministre soviétique de la pêche, Ishkov, a manifesté beaucoup d'intérêt pour un marché éventuel avec le Japon. Il a déclaré que l'URSS pensait acheter au Japon des équipements complets d'une valeur de 10 milliards de yens et proposé que le paiement s'effectue en poissons et non en roubles.

L'industrie japonaise étant confrontée à un problème de surplus invendus et les ressources de pêches du pays ne couvrant pas les besoins de la consommation nationale ; voilà donc une proposition de marché qui à première vue, peut paraître raisonnable et équitable.

Mais Ishkov n'avait pas

précisé d'où viendraient les poissons livrés.

Le problème s'est éclairci d'un jour nouveau après la promulgation de la nouvelle zone de pêche soviétique : les poissons échangés contre des produits japonais seraient pêchés par les chalutiers russes, au large des îles japonaises septentrionales que l'URSS a englobées dans sa zone de pêche.

Voilà un marchandage qui peut rapporter gros aux monopoles soviétiques, sans bourse délier !

Inutile de dire qu'il soulève la colère du peuple japonais. 73 organisations de masse regroupées dans un comité de liaison pour le recouvrement des territoires du Nord viennent de lancer un appel au premier ministre pour exiger plus de fermeté de sa part dans les relations avec Moscou.

● Egypte

Commentant les déclarations de Brejnev sur le Proche Orient à l'ouverture du 16e Congrès des syndicats soviétiques, le quotidien égyptien « Al Ahrâm » reproche mardi matin au secrétaire général du parti soviétique, de ne pas avoir mentionné la question palestinienne.

« Au lieu de parler des droits du peuple palestinien, Brejnev parle de la liberté de passage en mer Rouge et dans le canal de Suez accordée à Israël.

« Cela nous amène à nous demander s'il y a un rapport entre ces déclarations et celles de l'ancien ministre israélien des affaires étrangères,

Abba Eban, au sujet d'un prochain rétablissement des relations diplomatiques entre Moscou et Tel Aviv », estime le quotidien égyptien.

● Israël

Pour la première fois dans l'histoire d'Israël, tous les ports du pays (Haifa, Achdod et Achkelon sur la Méditerranée et Eilat sur la mer Rouge) sont totalement bloqués mardi, par une grève des dockers et des employés de la manutention.

Ces employés, 4 500 au total, demandent de substantielles augmentations de salaires.

Les importations et exportations d'Israël sont de ce fait entièrement paralysées.

● Chine

Mobilisation générale contre la sécheresse

Une grave sécheresse sévit actuellement au nord et au sud de la Chine, déjà éprouvée l'an dernier par une série de tremblements de terre qui ont causé d'importantes pertes humaines et matérielles. D'après les autorités chinoises, cette sécheresse est la plus grave enregistrée depuis la fondation de la Chine nouvelle en 1949. Depuis novembre dernier, les pluies ont été faibles sur le Kouangtoug, l'eau des barrages et des réservoirs est tombée à un niveau inquiétant, celui des rivières et des fleuves n'a jamais été aussi bas.

De telles catastrophes naturelles étaient légion dans l'ancienne Chine et se traduisaient par des centaines de milliers, voire de millions de morts ; le peuple, vivant dans une atroce misère, était placé dans l'incapacité de constituer des stocks alimentaires en prévision des jours sombres.

Il n'en va pas de même aujourd'hui. D'abord parce que d'immenses travaux ont été accomplis en un temps record, du fait de la mobilisation de tout le peuple. Les fleuves sauvages ont été domptés, des réservoirs creusés un peu partout, des canaux permettent l'irrigation de quantités de terres autrefois désertiques. Ensuite parce que des stocks de riz et des produits alimentaires de base sont constitués à tous les échelons : État, provinces, districts, communes populaires, brigades et familles. Ils permettent de faire face sans inquiétude à des difficultés passagères.

Malgré cela, de telles catastrophes restent inévitables, un éditorial du « Remin Ribao », organe central du PCC, trace la voie à suivre en de telles circonstances : « Quelle doit être notre attitude face à cette difficulté ? Nous devons, sous la direction du Comité central du parti, ayant à sa tête le président Houa Kouofeng, mobiliser les masses, s'appuyer sur elles et nous mettre à l'école de Tatchai, comme le président Mao l'a indiqué : " en s'appuyant sur les masses populaires, on peut surmonter toutes les difficultés " ».

Déjà, dans le Chansi, plus de 7 millions de travailleurs participent à la lutte contre la sécheresse. Dans le Yuntcheng, 1 200 000 paysans ont irrigué, en 20 jours, 100 000 ha de champs de blé et répandu des engrais sur 60 000 ha de terre.

Des dizaines de milliers de cadres du parti et de l'État, d'ouvriers, d'employés, de soldats sont allés à la campagne pour soutenir concrètement les paysans.

A LIRE :

Une nouvelle brochure vient de paraître : « La lutte des classes à l'intérieur des partis communistes. La défaite de la bande des Quatre, grande victoire pour le prolétariat mondial ».

Ce texte est écrit par E. HILL, secrétaire politique du Parti communiste d'Australie (ml).

L'exemplaire : 5 F - passez vos commandes.



• Prison d'Arenc-Marseille Une prison illégale (1)

L'affaire a éclaté le 18 avril 1975 lorsqu'il a été révélé qu'un travailleur marocain, Mohamed Chérif, qui travaillait régulièrement en France et possédait une carte de résident ordinaire, avait disparu après avoir été convoqué à l'hôtel de police. Les protestations de son défenseur et du syndicat des avocats de France permettent de le retrouver. Il raconte alors son étrange aventure.

Après avoir été enfermé dans un centre «d'hébergement» situé sur les quais de Marseille, à Arenc, dans un hangar, il a été conduit à Sète d'où on s'apprêtait à l'expulser au Maroc. Une procédure d'expulsion avait été engagée contre lui, sans qu'il ait d'ailleurs commis aucun délit sinon celui de... déplaire au consulat du Maroc.

5 COMPARTIMENTS

C'est ainsi que l'on a commencé à connaître l'existence de cette prison où

la police séquestre les étrangers que l'on veut expulser sans formalités ni explications. Elle fonctionne depuis 1964. Il y a cinq compartiments qui ont en commun de scandaleuses conditions d'hygiène.

L'un est réservé aux africains. Le second contient ceux qui attendent de tomber sous le coup d'un arrêt d'expulsion ministériel ou d'une décision préfectorale. Le troisième est réservé aux personnes refoulées dès leur arrivée. Le quatrième aux femmes et aux enfants. Le cinquième est pour

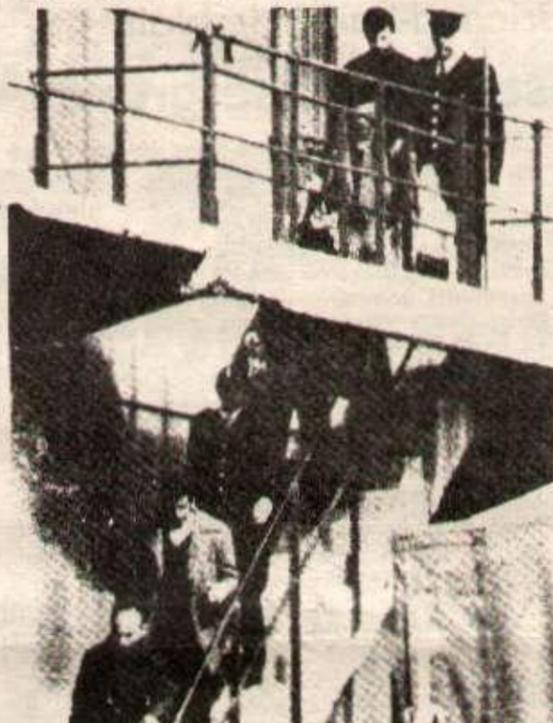
les «isolés», sans doute ceux que l'on veut expulser discrètement ou les citoyens originaires de «départements français d'Outre-mer».

UNE PRISON ILLEGALE

Dans tous les pays où ne règne pas le fascisme un homme ne peut être emprisonné que sur décision de la justice, qu'il soit inculpé ou qu'il soit condamné.

Dans les deux cas, son

emprisonnement a un motif juridique, sa famille et son avocat ont le droit de lui rendre visite. Or les prisonniers d'Arenc sont enfermés en l'absence de toute décision de justice sur simple décision de la police qui ne rend compte à personne. Leur présence à Arenc est ignorée de tous sauf de la police. Il n'est donc pas question de visite d'un avocat ou de la famille. La prison d'Arenc est illégale ! (A suivre)



Aujourd'hui contre les travailleurs immigrés, demain contre tous les travailleurs.



LA CHANSON dans les luttes des travailleurs

De plus en plus, les travailleurs utilisent les chansons dans leur lutte. Le plus souvent ils prennent des chansons de la radio, que tout le monde connaît et sur le même air écrivent des paroles retraçant leur lutte et reprenant leurs mots d'ordre. Un mauvaise chose peut se transformer en une bonne. De même les travailleurs de

Griffet avaient transformé un court métrage publicitaire vantant les mérites des gens de l'usine, pour en faire un film de popularisation de leur lutte.

Ci-dessous une chanson des ouvrières de la SESCO St-Egrève et un communiqué de la chorale «La Communarde».

Sur l'air de «Porque te vas» du film «Cria cuervos»

*C'est l'procès des filles de la SESCO
Qui ont osé, refuser d'être licenciées par leur patron
Soutenez-les*

*Nous sommes au Palais de justice
Et la police n'est pas loin
Femmes et hommes restons, soyons complices,
Des assignés en référé*

*C'est l'procès des filles de la SESCO
Qui vont rentrer
Demain dans leur usine pour travailler*

*Soutenez-les
SOUTENONS-LES !*

«la communarde»

«La chorale la «Communarde» est une chorale au service des luttes ouvrières. Elle regroupe des travailleurs qui sur une unité anti-capitaliste et anti-impérialiste désirent populariser à travers leurs chants, tous les mouvements de révolte qui grondent en France et dans le monde.

«La chorale a maintenant une année d'expérience au cours de laquelle elle a participé à des rassemblements de soutien, manifestations et animations culturelles. «Pour l'essor d'un tel mouvement culturel, la chorale propose de correspondre :

— avec tout autre groupe ou individu menant un tra-

vail semblable, afin d'échanger expériences et textes, musique de chants.

— avec les travailleurs qui ont soit eu l'occasion de composer des chansons, soit le désir d'en créer, sur leurs luttes, conditions de travail... la chorale a alors comme principe de se mettre sous leur direction lors de création de textes et musique.

«La chorale peut intervenir sur la région parisienne et, éventuellement se déplacer en province».

Pour tout contact écrire à : BP 321

75525 Paris Cedex II (Précisez : pour la Communarde).

• Brest «Raid sur Entebbé» retiré de l'affiche

«Raid sur Entebbé» programmé depuis mercredi a été retiré samedi matin de l'affiche, avec quelque précipitation semble-t-il ! Qu'est-ce qui a bien pu provoquer une réaction aussi rapide de la part du cinéma «Celtic» ?

Dans la nuit de vendredi à samedi, des bombages signés PCMLF sont apparus sur les murs du cinéma, sur le trottoir, ainsi que sur les murs d'un immeuble tout proche. Un Comité «Palestine vaincra» a publié un communiqué dans lequel

on pouvait lire notamment : «ce film est une apologie du terrorisme israélien. Quand les Palestiniens luttent pour recouvrer leur patrie, ils ont accusés de terrorisme par les sionistes israéliens. Quand Israël organise une opération de commando sur un pays souverain comme à Entebbé, les cinéastes américains en tirent un film à leur gloire.

Quant à nous, nous prendrons les moyens pour empêcher le passage de ce film provocateur à Brest».

COMMENT YUKONG DEPLAÇA LES MONTAGNES

12 films de Joris Ivens et de Marceline Loidan du 21 au 27 mars à CRÉTEIL

- A la MJC du Mont-mesly - 100 rue Juliette Savar
- Métro Créteil - Préfecture terminus.
- Vieux Créteil : Carrefour église de Créteil - N 19.

FESTIVAL DU FILM ARABE

CINÉMA «LE SEINE»
MERCREDI 23 MARS

- 14 H - Wachna de Hamid Bennani
- 16 H - Ors Zeine (Les Noces de Zeine) De Khalid Essidicq
- 18 H - Kafir Kassem de Borhan Alaouye
- 20 H - Wachna de Hamid Bennani (avec le réalisateur).
- 22 H - Ors Zeine de Khalid Essidicq. (avec le réalisateur).

Après les municipales Visites et grandes manœuvres

Giscard avait dit à un moment donné que les élections municipales n'étaient pas politiques ! Les communiqués officiels annoncent ces jours-ci toute une série de visites et de rencontres «de courtoisie» et «sans conséquences politiques».

A gauche Séguy et Maire ont eux aussi attrapé le bougeote.

Nous ne pouvons citer toutes les rencontres et toutes les visites, toutes les déclarations faites tant par la droite que par la gauche. Nous en avons cependant relevées quatre très significatives.

FAURE CHEZ GISCARD

Mardi matin Faure est allé tailler une petite bavette avec Giscard, histoire sans doute de causer un peu. Bien sûr, Faure est président de l'Assemblée nationale et on parle beaucoup d'élections législatives anticipées et de dissolution de l'Assemblée. Mais interrogé par les journalistes, Faure a «seulement» déclaré : «Dans la mesure où il se fait une clarification, il est normal qu'un esprit aussi clair que le mien soit sur le circuit». Et modeste avec ça ! Si c'est sur des esprits clairs comme Faure que doit compter Giscard, on comprend que Mitterrand se déclare «prêt à affronter des législatives anticipées» !

DURAFOUR CHEZ BARRE

Toujours mardi matin, Barre a reçu Durafour (ministre des Finances) non réélu à Saint-Étienne.

Là on parle de remaniements ministériels, mais la visite de Durafour n'a officiellement rien à voir avec ce problème !

Jérôme Monod, secrétaire général du RPR, avait, lui, été reçu par Barre lundi après-midi, mais «sans commentaires». Peut-être pour boire le café ?

SEGUY ET MAIRE

Eux deux ne sont encore allés nulle part, mais ils se préparent. Ils ont demandé au premier ministre et au CNPF d'ouvrir des négociations. Il s'agit de profiter des succès de la gauche aux municipales pour négocier et lancer à cette occasion quelques journées de «grève» de 24 heures. Leur but n'est que de favoriser les ambitions électorales de Marchais-Mitterrand-Fabre.

Mais les travailleurs ne s'y laisseront pas prendre...

KANAPA CHEZ LES AMERICAINS

Jean Kanapa, membre du Bureau politique du PCF, a rencontré (peu avant les municipales) des diplomates de l'ambassade des USA à Paris. Il n'a publié à cet effet aucun communiqué. Bref, en cachette.

Mardi, l'agence russe Tass a publié une dépêche : le parti père se montre irrité du fait que le PCF ne l'a pas informé de ces consultations. Et ajoute avoir «appris de source américaine qu'elles concernaient l'attitude des communistes français à l'égard de l'OTAN, s'ils venaient à participer au gouvernement». Tiens, tiens...

Que penser de tout cela ? Les chefs du Programme commun gèrent déjà de nombreuses mairies, donc de nombreux rouages de l'Etat capitaliste. Ils se préparent à gérer l'Etat capitaliste tout entier : ils préparent leurs arrières en France et à l'étranger, face à une «majorité» qui essaie de recoller les morceaux. En quoi ces manœuvres peuvent-elles se faire dans l'intérêt des travailleurs ? En rien !

RECTIFICATIF

Une erreur s'est glissée dans notre édition d'hier. Le dernier paragraphe de la Revue de presse était mal placé. En effet, la référence à la NAF concerne l'emploi par «Libération» et le «Matin de Paris» de vocables com-

me «pays profond, pays réel et pays légal». Elle ne concernait ni l'article de la «Tribune de Paris», ni les mots d'ordre des marxistes-léninistes : «Contre toutes les expulsions avec ou sans jugement !».



• SCPC Clermont-Ferrand Démêlés avec le syndic

Dans une lettre ouverte, les sections CGT et CFDT de SCPC (usine de flaconnage plastique, filiale de Carnaud, ancien président Jean-François Poncet, actuel secrétaire général de l'Elysée; bénéfices en 75 : 1 170 millions d'AF...) précisent quelques faits qui ont donné lieu à échange de lettres avec le syndic (l'usine, fermée fin juillet 1976, est occupée depuis).

«A la veille de la fermeture le patron prend soin d'évacuer une partie de l'outillage, un camion, une Renault 16, sous prétexte d'une révision...

Depuis fin juillet, un drapeau rouge flotte sur les toits les travailleurs occupent leur usine...

Avec leurs sections syndicales CGT et CFDT ils ont distribué des tracts, collé des affiches, participé à toutes les manifestations contre l'austérité et le plan Barre, organisé une semaine «porte ouverte» avec exposition sur le chômage dans la région, ils ont rejoint «la coordination nationale des luttes» avec les LIP et une dizaine d'autres entreprises (Idéal-Standard, Caron-Ozanne, etc.).

Ils ont également réalisé un jeu : «Le tour de France des luttes» ou «Jeu de la Solidarité», et mené une action de commando pour récupérer deux machines électroniques dans un local de la chambre de commerce loué par les pouvoirs publics. (A Aulnat)

Le syndic demande aux travailleurs par lettre donnant un délai de réponse de 8 jours (et envoyée 8 jours après avoir été écrite!), s'ils ont du matériel de l'usine. Voici l'essentiel de la réponse des travailleurs, adoptée à l'unanimité lors

d'une assemblée générale : «Nous pouvons vous assurer que nous n'avons pas le camion Saviem, ni la voiture Renault 16, ni les machines, ni les moules emportés par la direction : M. Desjonquières et Letocart. «Nous vous confirmons que nous avons déposé une plainte auprès du Procureur de la République pour vol par la direction. A notre connaissance, et malgré notre demande, vous n'avez rien fait de tel, sept mois après...

«Vous semblez plus préoccupé de vous en prendre aux travailleurs ; votre lettre en est un exemple, plutôt qu'aux responsables des vols perpétrés dans notre usine et du chômage que nous subissons.

«Nous vous rappelons que nous vous avons prêté deux machines électroniques qui étaient indispensables, disiez-vous, pour le calcul des indemnités qui étaient dues au personnel, ainsi que pour le calcul du salaire impossible ; ces machines nous les avions récupérées dans les locaux loués par la direction, vous vous en souvenez ? Nous les avions même exposées lors des journées portes ouvertes à SCPC.

«Bref, les indemnités nous ont été réglées, les fiches de salaire impossible données, mais vous ne nous avez pas rendu les machines et ce, malgré votre engagement...!

«P.S. Nous avons effectivement mis en sécurité une partie du matériel de l'usine...

«Nous renouvelons notre proposition de faire un réel inventaire de l'usine, puisque ce matériel n'y figure pas...»

Pour la gauche comme pour la droite un grave problème : L'essor des luttes

Nous l'avons vu hier, la bourgeoisie a «mis à profit» les municipales pour tenter de briser plusieurs luttes par la force.

Elle a aussi usé d'autres moyens, comme à la BSN à Rives-de-Gier : les travailleurs luttèrent depuis trois semaines (et occupaient l'usine) contre 350 licenciements ; les dirigeants syndicaux ont «décidé» la reprise, sans que les travailleurs aient même à voter, pour «poursuivre l'action sous d'autres formes»

Il est vrai que le PC avait «conquis» la mairie dès le 1er tour, après une campagne axée sur l'in-

capacité de la précédente municipalité à faire face aux problèmes d'emploi !

On peut être sûr que l'Union de la gauche, par directions syndicales interposées, va maintenant redoubler d'efforts pour avoir l'air d'être du côté des travailleurs, contre l'austérité et pour en fait s'opposer aux luttes et les détourner vers les prochaines législatives.

Mais violence, discours et sabotages toujours plus ouverts sont la preuve des craintes de la bourgeoisie face aux luttes et de son incapacité à enrayer le développement dont témoignent les quelques exemples ci-dessous.

• Bricaud-Saint Herblain 4 semaines de grève

Depuis bientôt 7 semaines, les travailleurs de cette petite boîte de métallurgie (80 salariés) sont en lutte, dont 4 semaines de grève, pour la réintégration de 5 travailleurs licenciés.

A l'origine de ces licenciements, un trépid !

C'est en prétextant de l'exécution de cette bricole (valeur : 10 F) sur le temps de travail, que ce patron de combat a voulu porter un coup fatal à la jeune section CFDT.

En effet, comme par hasard, on trouve parmi les licenciés, les délégués.

Dans un tract CFDT, il est écrit : «Les travailleurs savent faire la différence entre un vol et ce qu'ils estiment être un à côté de ce qui leur est dû. En effet, chaque travailleur dans son entreprise connaît le vol, mais c'est en tant que victime des patrons».

Bricaud a en tête l'idée tenace d'ôter cette épine dans son pied qu'est la pré-

sence d'une section syndicale combative

Face à cette situation, il n'y a que la lutte et l'unité dans la lutte. Les travailleurs de chez Bricaud montrent la plus grande fermeté dans leur action et refusent de céder à tout chantage. Ils refusent catégoriquement un seul licenciement et font leur mot d'ordre unitaire :

«Tous pour un, un pour tous».

Mais leur lutte, exemplaire a besoin du soutien de tous pour tenir et vaincre.

Pour les messages et pour tout soutien financier (précisez «Pour les travailleurs de chez Bricaud») s'adresser à :

Section CFDT Bricaud (Les métaux) 37, rue Lamoricière 44049 Nantes Cedex.

De notre correspondant avec l'approbation des travailleurs de chez Bricaud en lutte.

• John Deere - Orléans 3è jour de grève

La combativité est toujours aussi grande : pas un seul n'a repris le travail, d'autres nous ont rejoints. La grève commence à s'étendre aux autres usines John Deere France (Senonches - Arc-les-Grays).

La journée a été marquée par des manifestations auprès de la direction John Deere France dont le siège est à Orléans.

Dès 7 H 30 ce matin, les deux maires révisionnistes de Fleury et Saran (localités où se trouvent les deux usines John Deere de l'agglomération) tentent de transformer l'AG des grévistes en un meeting électoral à la gloire du Programme commun. Cette manœuvre de récupération fut accueillie froidement par les grévistes.

A l'AG de l'après-midi les dirigeants syndicaux revenant de l'entrevue avec la direction annoncent que la direction rejette les revendications. Ils font les propositions suivantes : on arrête la grève et on fait des grèves tournantes de 2 heures tous les jours ; tollé général de protestations dans l'AG ; ou on continue comme c'est parti (tous les grévistes dehors à la porte de l'usine avec piquets de grève dissuasifs) ; ou on durcit : on bloque les portes.

L'immense majorité a voté avec enthousiasme pour cette 3e solution. Alors panique parmi les révisionnistes de la CGT et les réformistes de la CFDT !

Finalement, ils s'enferment pendant une heure dans le local du CE. Ils en ressortent alors que la majorité des ouvriers est repartie : ils annoncent qu'on ne fermera pas les portes aujourd'hui et ils convoquent une autre AG pour le lendemain matin où on décidera en votant à bulletin secret !

La majorité des grévistes présents s'opposent vigoureusement à ces propositions traîtresses.

D'ailleurs, en l'absence des délégués le piquet de grève de l'équipe de nuit a bloqué les portes, montrant par là sa volonté d'appliquer les décisions de l'AG. Imaginez le dépit des dirigeants syndicaux arrivés entre temps !...

A suivre
Les communistes ml des J. Deere

• Clermont-Ferrand

Grève du bâtiment : ça continue

Le nombre de grévistes est maintenant de 750. La grève est quasiment totale dans toutes les entreprises de gros œuvre (SOCAE, EGCA, Riffard, Schiochet, Lagorce, Barrat, Brasi).

Les principaux chantiers, notamment celui de la «renovation du fond de Jaude», sont arrêtés. Les grévistes sont soutenus pleinement par la CFDT. L'UIS de Clermont vient de lancer le soutien financier (particulièrement important car les salaires sont très bas dans le bâtiment).

Les patrons refusent toujours de satisfaire les revendications (prime de panier à 14 F en ville ou en déplacement). Un certain nombre seraient prêts à céder, car ils ont des contrats très serrés et en cas de retard dans la livraison du chantier, ils devraient payer chaque jour une importante somme à leur commanditaire. Mais la chambre patronale demeure jusqu'à présent intransigeante. Mais devant la détermination et l'unité (français-immigrés) des grévistes, elle devra céder.

POUR LA REINTEGRATION DE TOUS LES OUVRIERS

GALA DE SOUTIEN

aux travailleurs des PLANCHERS BOURGE

lock-outés depuis le 21 décembre 1976

samedi
26
mars

A PARTIR DE 18 H :

FILM

DEBAT

ANIMATION

BUFFET

MJC de Bures

Section syndicale CGT BOURGE - Comité de soutien



LE N°1 DE L'HUMANITE ROUGE BI-MENSUEL EST SORTI !

Dans ce numéro :

Éditorial	page 4
Ce qui se prépare	page 5
La prochaine carte de la bourgeoisie	page 6
PC-PS : les divergences demeurent	page 7
Nouvelles intérieures	page 8

«L'eurocommunisme», le miroir aux alouettes

URSS, la classe ouvrière dans les asiles

Réault : un an de lutte

On peut gagner nos revendications

La CFDT, les élections municipales et le débat politique

Élections chez Renault

la CGT en déclin

Hausse des prix

Mauriciens sans papier en France

Presse - la campagne antichinoise

Cinéma - «Pain et chocolat»

Musique - Jeunes musiciens face à la crise

Livre - «Rencontre avec un paysan révolutionnaire»

Sciences - Déchets nucléaires

Histoire - «Vive la Commune»

Passez vos commandes à l'administration de «L'Humanité rouge», BP 61 75861 Paris Cédex 18. L'exemplaire : 3 F.